

Expert en analyse et conduite de l'action stratégique pour l'environnement (MS)

RNCP35559 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	213, 341p, 120
Formacode(s)	13021, 12585, 12526
Code(s) ROME	K1404, A1303, K1401, M1402
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	19/04/2021
Date d'échéance	19/04/2023

Certificateur(s)

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT
(AGROPARISTECH) - CAMPUS CLAUDE BERNARD · SIRET : 13000285000019

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

L'Expert en analyse et conduite de l'action stratégique pour l'environnement, est un professionnel de haut niveau qui porte la conception, la négociation, la concertation, la mise en oeuvre, l'évaluation stratégiques de politiques, de plans ou de projets pour la transition écologique dans différents métiers et fonctions. Du fait de la législation, de la réglementation ou encore des dispositifs d'action publique associés, les domaines de l'environnement sont structurés, pour une grande partie, par les politiques publiques. Analyser et conduire l'action stratégique pour l'environnement implique une approche transversale des champs techniques, scientifiques, juridiques, politiques et sociaux dans les domaines de l'environnement. Dans les domaines de l'eau, de l'économie circulaire – déchets, de la biodiversité, de la mobilité, du changement climatique et de la transition énergétique, l'expertise est mise au service des acteurs publics et privés pour atteindre les objectifs de la transition écologique

ACTIVITÉS VISÉES

Conduire une analyse stratégique pour agir au service de la transition écologique

Réaliser des études et diagnostics pour la mise en œuvre de projets, plans, programmes ou politiques au service de la transition écologique

Evaluer la mise en œuvre de l'action publique pour la transition écologique pour comprendre et anticiper ses évolutions aux échelles nationales et internationales

Piloter des dispositifs de concertation et démêler des controverses environnementales

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Mobiliser des cadres théoriques de l'analyse stratégique de la gestion environnementale pour analyser une action collective environnementale

Mobiliser des grilles d'analyse pour résoudre des problèmes d'environnement en mettant en rapport des objectifs de résultats environnementaux et des analyses de situation de gestion initiale

Concevoir, lancer, suivre et exploiter des démarches prospectives pour agir au service de la transition écologique

Décrypter des négociations liées à l'activité professionnelle dans le champ de l'environnement pour identifier les stratégies des acteurs parties prenantes

Identifier les stratégies et les jeux d'acteurs pour caractériser les interactions entre actions publique et privée dans la mise en œuvre des politiques, plans et projets visant à la transition écologique

Etudier les effets de ces stratégies au regard de l'atteinte des objectifs environnementaux et dans une perspective d'intégration des échelles régionales, nationales et européennes (voire internationales) pour émettre des préconisations

Evaluer l'efficacité des politiques publiques au regard des objectifs d'environnement pour émettre des préconisations

Identifier les grandes étapes de la conception et de la mise en œuvre des politiques sectorielles (dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, des déchets et du bruit) pour approfondir l'analyse des enjeux de l'action publique environnementale contemporaine

Identifier et caractériser les instruments d'action publique pour l'environnement en mobilisant des connaissances en sciences politiques, en droit, en économie et en administration publique pour analyser leur intérêt et leurs limites

Maîtriser les cadres de régulation des problèmes d'environnement mondiaux (agriculture, biodiversité, climat, forêt, océans, eau) pour identifier et caractériser les enjeux de coordination et de négociation internationales et le rôle de l'expertise scientifique

Maîtriser les doctrines et modèles contemporains de gestion de l'environnement pour identifier leur rôle dans les stratégies d'action collective et les controverses environnementales

Identifier les registres argumentaires et communicationnels mobilisés par les acteurs publics et privés pour structurer une stratégie de communication pour l'environnement

Identifier l'influence des controverses scientifiques sur l'action publique pour caractériser les points de débats éthiques et sociétaux

Piloter la concertation avec le public en anticipant les limites des dispositifs de participation pour intégrer l'environnement dans les décisions

Blocs de compétences

RNCP35559BC01 — Conduire une analyse stratégique pour agir au service de la transition écologique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des cadres théoriques de l'analyse stratégique de la gestion environnementale pour analyser une action collective environnementale.
- Mobiliser des grilles d'analyse pour résoudre des problèmes d'environnement en mettant en rapport : des objectifs de résultats environnementaux et des analyses de situation de gestion initiale.
- Concevoir, lancer, suivre et exploiter des démarches prospectives pour agir au service de la transition écologique.
- Décrypter des négociations liées à l'activité professionnelle dans le champ de l'environnement pour identifier les stratégies des acteurs parties prenantes.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Mise en situation réelle de réalisation d'un diagnostic stratégique (Les apprenants par groupe de 3 ou 4 doivent problématiser, investiguer, restituer et discuter les positionnements retenus pour ce diagnostic). Présentation des synthèses à l'oral par chaque groupe devant un jury composé d'un enseignant chercheur et/ou d'un consultant membre de l'équipe pédagogique.
- Mise en situation réelle de production d'une note d'opportunité synthétisant L'approche méthodologique retenue par le candidat pour construire une analyse stratégique pour la gestion de l'environnement.
- Mise en situation réelle de production de scénarios prospectifs utopiques ou dystopiques (Réalisation en groupe de 3 à 5 personnes). Présentation des productions à l'oral par chaque groupe devant un jury composé d'un enseignant chercheur et d'un consultant expert.
- Mise en situation professionnelle d'analyse des stratégies et de la conduite d'une négociation, par l'expérimentation d'un jeu de simulation. (Cette expérimentation fait l'objet d'une restitution, sous forme d'une note d'analyse individuelle).

RNCP35559BC02 — Réaliser des études et diagnostics pour la mise en œuvre de projets, plans, programmes ou politiques au service de la transition écologique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les stratégies et les jeux d'acteurs pour caractériser les interactions entre action publique et privée dans la mise en œuvre des politiques, plans et projets visant à la transition écologique
- Etudier les effets de ces stratégies au regard de l'atteinte des objectifs environnementaux et dans une perspective d'intégration des échelles régionales, nationales et européennes (voire internationales) pour émettre des préconisations

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Etudes de cas réels :
 - 1) de mise en œuvre de l'action publique pour la transition écologique à l'échelle locale. Les apprenants par groupe de 4 à 5 doivent produire in situ une analyse stratégique du jeu des acteurs publics et privés sur la base de visites de terrain et d'entretiens. Restitution publique de la production de chaque groupe en 20 minutes devant les acteurs locaux suivie d'échanges avec la salle.
 - 2) sur la base de l'analyse produite à l'échelle locale les apprenants choisissent des thématiques d'action publique pour les analyser au regard des différentes échelles de leur conception et mise en œuvre. Ils formulent des préconisations pour optimiser l'atteinte des objectifs environnementaux de ces politiques visant la transition écologique des territoires. Rédaction par chacun des groupes d'une synthèse écrite d'une vingtaine de pages qui fait l'objet d'une présentation orale publique de 20 minutes devant les acteurs interviewés durant la seconde phase de l'étude de cas et le jury composé des membres de l'équipe pédagogique.

RNCP35559BC03 — Evaluer la mise en œuvre de l'action publique pour la transition écologique pour comprendre et anticiper ses évolutions aux échelles nationales et internationales.

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et caractériser les instruments d'action publique pour l'environnement en mobilisant des connaissances en sciences politiques, en droit, en économie et en administration publique pour analyser leur intérêt et leurs limites.
- Evaluer l'efficacité des politiques publiques au regard des objectifs d'environnement pour émettre des préconisations
- Identifier les grandes étapes de la conception et de la mise en œuvre des politiques sectorielles (dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, des déchets et du bruit) pour approfondir l'analyse des enjeux de l'action publique environnementale contemporaine
- Maîtriser les cadres de régulation des problèmes d'environnement mondiaux (agriculture, biodiversité, climat, forêt, océans, eau) pour identifier et caractériser les enjeux de coordination et de négociation internationales et le rôle de l'expertise scientifique.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Mise en situation professionnelle par groupe de 3 à 4 pour l'analyse d'un cas concret de mise en œuvre des instruments de l'action publique en faveur de l'environnement. Restitution orale sur la base du rapport produit
- A partir d'un cas concret de réponses à un appel d'offres dans le domaine de l'environnement, mise en situation réelle par groupe de 3 à 5 visant à confronter les résultats de différentes méthodologies d'évaluation de politiques publiques, de plans ou de projets. Présentation orale de l'analyse de l'une des offres devant un comité de sélection fictif.
- Mise en situation professionnelle par groupe de 3 à 5 de restitution de l'évolution d'une politique environnementale sectorielle. Présentation orale en présence de professionnels de l'action publique.
- Production, par binôme, d'une fiche de synthèse intégrant, pour un problème d'environnement donné : le rôle de l'expertise scientifique, les caractéristiques des négociations.

RNCP35559BC04 — Piloter des dispositifs de concertation et démêler des controverses environnementales

LISTE DE COMPÉTENCES

- Maîtriser les doctrines et modèles contemporains de gestion de l'environnement pour identifier leur rôle dans les stratégies d'action collective et les controverses environnementales
- Identifier les registres argumentaires et communicationnels mobilisés par les acteurs publics et privés pour structurer une stratégie de communication pour l'environnement
- Identifier l'influence des controverses scientifiques sur l'action publique pour caractériser les points de débats éthiques et sociétaux
- Piloter la concertation avec le public en anticipant les limites des dispositifs de participation pour optimiser l'intégration de l'environnement dans les décisions.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

- Par binôme réalisation de l'examen critique de l'un des modèles contemporains de gestion de l'environnement qui donne lieu à une restitution orale.
- Mise en situation réelle d'analyse de la stratégie de communication d'une ONG, d'une entreprise ou d'une institution publique donnant lieu à une restitution orale.

- Production individuelle d'une note de synthèse portant sur un débat de l'actualité environnementale articulée à une controverse scientifique.
- Mise en situation professionnelle par groupe de 4 à 5 d'analyse d'un dispositif participatif sur la base d'un dossier fourni et de recherches documentaires complémentaires, donnant lieu à une restitution orale.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les entités publiques : Ministères (MTES) et leurs services déconcentrés, établissements publics ou à vocation de service public (Office pour la Biodiversité, ADEME, parcs nationaux), Institut de recherche publique, collectivités territoriales et leurs établissements (conseils départementaux et régionaux, établissements publics à caractère communal ou intercommunal, parcs naturels régionaux)

Les entités associatives : ONG et associations de loi 1901 au rayon d'action régional, national ou international

Les entités privées : sociétés de services et de conseil (comme les cabinets d'études et de conseil spécialisés en environnement, biodiversité, climat, économie circulaire-déchets- biodéchets, sols pollués, évaluation des politiques publiques, transition écologique des territoires, sociétés de conseil spécialisés en ingénierie, ingénierie écologique et en ingénierie territoriale), les entreprises françaises ou internationales et les fondations pour la recherche et de coopération scientifique (IDDRI, Fondation pour la recherche sur la biodiversité)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Chargé de mission ou consultant junior ou sénior (en environnement, évaluation, climat énergie, biodéchets, sols pollués, développement durable, transition écologique, concertation) dans un cabinet de conseil ou un bureau d'études spécialisé

Chargé de mission (en énergie, biodiversité, climat air énergie, stratégie foncière,...) dans les services d'une collectivité territoriale, d'un ministère ou d'un établissement public

Chargé d'environnement au sein d'une entreprise

Lobbyiste environnemental au sein d'une organisation ou d'un syndicat professionnel

Responsable d'une boutique solidaire (la « Recyclerie sportive ») dans le secteur de l'économie sociale et solidaire développant le réemploi (prévention des déchets)

Chef de projet, directrice de missions, dans un cabinet de conseil ou un bureau d'études

Membre fondateur d'un bureau d'études ou de conseil spécialisé

Consultant senior ou Expert sur une thématique environnementale, indépendant ou dans un cabinet de conseil

Chargé de mission politiques publiques dans une Fondation pour la coopération scientifique

Préfigurateur d'une agence pour la biodiversité au sein d'une collectivité territoriale

Chef de service au sein des services déconcentrés d'un ministère

Responsable environnement au sein d'une grande entreprise

Chef de service dans une organisation professionnelle

Chargé de partenariat dans une grande ONG d'environnement (WWF-France)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 788 €

Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles · tension 4/5 (Élevée) A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture · tension 3/5 (Modérée) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	18 631
Jugés difficiles à recruter	34 %
Emplois saisonniers	11 %
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Diplôme d'ingénieur habilité par la Commission des Titres d'Ingénieur (liste CTI) sans spécificité de spécialisation

Diplôme d'une école de management ou de commerce habilitée à délivrer le grade national de MASTER (liste CEFDG)

Diplôme de 3ème cycle habilité par les autorités universitaires (DEA, DESS, Master...) ou diplôme professionnel cohérent avec le niveau Bac+5, sans spécificité de spécialisation

Diplôme de M1 ou équivalent dans les domaines des sciences du vivant ou de l'environnement ou en sciences sociales (science politique, gestion, sociologie, droit, économie, géographie, aménagement...) pour les candidats justifiant d'au moins trois années d'expérience professionnelle

Titre inscrit au RNCP de niveau 7

Diplôme étranger équivalent aux diplômes français exigés ci-dessus

Par dérogation et sous condition :

Niveau M1 validé ou équivalent dans les domaines des sciences du vivant ou de l'environnement ou en sciences sociales (science politique, gestion, sociologie, droit, économie, géographie, aménagement...) sans expérience professionnelle

ou Diplôme de L3 justifiant d'une expérience adaptée de 3 ans minimum dans les secteurs de l'environnement, sans spécificité de spécialisation et ce pour 30% maximum de l'effectif d'une promotion

Les candidats avec VAPP (Validation des Acquis Personnels et Professionnels) pour 20% maximum de l'effectif d'une promotion

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Le jury de certification est composé de 6 membres :

- Sa présidente : la responsable de la certification
- Le référent académique de la certification
- Le directeur général d'AgroParisTech ou son représentant
- 3 Professionnels, experts exerçant dans les secteurs d'activité visés par le titre

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le jury VAE est composé de 7 membres :

- Son président : le directeur général, ou son représentant (directeur des programmes de MASTÈRE SPÉCIALISÉ)
- Quatre enseignants-chercheurs ou assimilés,
- Deux professionnels, si possible titulaires du titre visé par le candidat, exerçant dans le secteur d'activité du candidat soit un métier apparenté à celui du candidat, soit un métier entrant dans le cadre du projet professionnel du

candidat, mais en aucun cas un membre de l'entreprise du candidat

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 181 €
Selon la branche	7 500 € – 9 000 €
Prise en charge	Branches concernées
8 181 €	Valeur par défaut · 210 branches
9 000 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande
8 042 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)

Base légale

Date de décision	19/04/2021
Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	19/04/2023

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2018	18	0	78 %	83 %
2017	13	0	85 %	77 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP26935

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP40380

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www2.agroparistech.fr/-MS-PPSE-Politiques-publiques-et-strategies-pour-l-environnement-.html>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/35559/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	2
Parcours menés à terme	3
Taux d'achèvement	150 %

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	3
Montant total engagé	12 508 €
Coût moyen par dossier	4 169 €
Durée moyenne	123 h
Période	10/2021 – 08/2022
France compétences	66 %
Reste à charge titulaire	34 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.